

CE MONDE QUI BOUGE

Syrie, Washington-Moscou,
dangereuse escalade

Trois incidents, dont deux aériens, ont provoqué une très vive tension entre la Russie et les Etats-Unis. Dimanche dernier, l'armée américaine a abattu un appareil de l'armée de l'air syrienne dans le nord de la Syrie, près de Raqa. Motif invoqué : l'avion aurait bombardé des positions des Forces démocratiques syriennes (FDS, coalition arabo-kurde) soutenues par Washington. Mardi dernier, rebelle, un avion américain F-15 Strike Eagle a abattu un drone de fabrication iranienne Shaheed 129 après qu'il eut «montré une intention hostile», ce qu'a indiqué sans rire la coalition internationale dans un communiqué rapporté par l'AFP. Ces deux incidents viennent s'ajouter au bombardement début mai de forces pro-syriennes, entendre les Iraniens et des unités du Hezbollah dans la région d'Al-Tanaf, près de la frontière avec l'Irak et la Jordanie.

Taiseuse jusque-là, la Russie a fini par réagir. Lundi, le ministère de la Défense russe a d'abord annoncé la suspension des canaux de communication avec les Etats-Unis, mis en place il y a plus d'une année pour éviter d'éventuels incidents aériens entre les armées des deux pays dans le ciel syrien. Il a prévenu ensuite que les «avions de la coalition internationale repérés à l'ouest de l'Euphrate (région sous contrôle de Damas) seraient suivis et considérés comme des cibles par les moyens terrestres de défense antiaérienne et par les moyens aériens» ; les puissants moyens de défense anti-aérienne dont dispose l'armée russe en Syrie – les redoutables S-300 et S-400 SA – pointeraient leurs missiles vers les avions de la coalition menée par les Etats-Unis. «Ce genre de frappes s'apparente à une complicité de terrorisme», a ajouté mardi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov. N'étant pas en reste, l'autre allié du régime syrien, l'Iran, a lancé à partir de son territoire des missiles contre une zone du Nord syrien sous contrôle de l'Etat islamique (EI) d'al-Baghdadi.

En vérité, Washington voit d'un mauvais œil la progression de l'armée syrienne sur trois fronts – nord, centre, sud – et le fait qu'elle se dirige vers la province de Deir Ezzor, dont une partie est déjà sous son contrôle et qu'elle espère reprendre totalement à l'EI. Qui plus est, après la reprise d'Alep et de Palmyre, le régime de Bachar n'a jamais fait mystère de son intention de reprendre également Raqa, qui n'est pas en territoire kurde.

Depuis l'intervention russe en septembre 2015 puis la reprise d'Alep – deux faits qui ont rebattu les cartes dans la région, avec en toile de fond des négociations inter-syriennes sous l'égide de Moscou, Ankara et Téhéran, mais sans Washington et ses alliés occidentaux et arabes – Donald Trump et les faucons du Pentagone cherchent désespérément à rétablir le rapport de force en leur faveur. Quitte pour ce faire à jouer la carte de l'escalade des tensions.

Depuis son arrivée au pouvoir, Donald Trump, qui est emporté dans les affaires, n'a cessé de gonfler le torse et de montrer ses muscles pour faire diversion. Après avoir menacé le Mexique de construire un mur séparant les deux pays, il a cherché à en découdre avec la Corée du Nord avant de reculer sur les deux dossiers. Il a encouragé l'Arabie Saoudite à prendre la tête d'une sorte d'Otan sunnite contre l'Iran, sacrifiant au passage le Qatar. Et récemment, car ce monsieur ne manque pas d'imagination, il a ouvert un nouveau front avec Cuba : il a décidé de casser les accords conclus par Barack Obama avec Raul Castro, accords qui s'inscrivaient dans un processus pouvant mettre fin à un vestige de la guerre froide vieux de plus de 60 ans.

Dans cette affaire, les Syriens, qui ne savent plus à quel saint se vouer, sont plus que jamais otages d'un conflit dont ils ne maîtrisent ni les tenants ni les aboutissants. Un conflit, provoqué à la fois par l'entêtement des dirigeants syriens, Bachar al-Assad en tête, à comprendre que le régime dictatorial du Baath a fait son temps, et par les islamistes soutenus par les pays du Golfe, Saoudiens et Qataris, quand ils étaient «amis-amis», la Turquie, et l'Occident qui, au nom de la démocratie et des droits de l'Homme, voulaient rééditer le scénario libyen en pariant sur la chute du régime syrien au plus tard fin 2013, au lieu d'œuvrer pour une solution basée sur un compromis acceptable par tous les protagonistes syriens de cette crise.

Aujourd'hui, avec le déclin de l'EI, on assiste à un tout autre scénario où la question du départ de Bachar al-Assad est devenue secondaire, un scénario qui ressemble à s'y méprendre à une course de vitesse entre Russes et Américains ayant pour enjeu leur influence régionale respective.

H. Z.

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

AFFAIRE DES RÉFUGIÉS SYRIENS BLOQUÉS À FIGUIG

Mohammed VI a fini par céder

L'affaire des réfugiés syriens bloqués à la frontière marocaine semble avoir trouvé son épilogue. Contre toute attente, Mohammed VI a, en effet, annoncé mardi soir sa décision de régler la situation des treize familles concernées. Cette décision intervient suite à un très long processus dont nous vous livrons ici le contenu.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - La nouvelle est tombée au moment où on s'y attendait le moins. Mardi, alors que s'égrenent les dernières minutes de la soirée, une information fait le tour des réseaux sociaux. Les familles syriennes bloquées à Figuig depuis le 17 avril dernier ont été autorisées à quitter cette parcelle d'enfer où elles avaient été cantonnées de longues semaines durant. Les premières photos circulent déjà. Elles montrent des hommes assis dans des bus flambants neufs.

La nouvelle est donc officielle. La MAP, l'agence de presse gouvernementale marocaine, fait savoir que le roi a donné des instructions pour le «règlement immédiat de la situation des Syriens bloqués à la frontière». Il est 23h passées. Deux heures plus tard, une délégation officielle arrive à Figuig.

Lors d'une conférence de presse animée hier, des représentants d'Amnesty International ont informé la presse que des bus officiels étaient arrivés vers minuit à Figuig. A leur bord, des défenseurs des droits de l'Homme et des représentants d'associations marocaines. A une 1h20, les bus transportant cette fois-ci les 28 réfugiés arrivent à Bouarfa, à une centaine de kilomètres de Figuig. Ils sont accueillis par les autorités locales qui leur offrent un dîner. Les premiers soins leur sont prodigués sur place.

La nuit s'achève ainsi à Bouarfa. Le lendemain matin, les bus reprennent la route vers Oujda. «C'est une affaire que nous continuerons à suivre pour savoir si le règlement de la situation de ces réfugiés s'effectue comme il se doit», affirment les représentants d'Amnesty International à Alger.

La conférence de presse qu'ils animaient hier matin était en fait prévue depuis plusieurs jours déjà. A l'origine, elle avait été programmée pour alerter l'opinion internationale sur le calvaire enduré par les 28 Syriens bloqués à Figuig. Les événements se sont précipités et alors que rien ne le laissait présager, un ordre du palais royal a été transmis aux autorités marocaines pour la prise en charge de cette affaire.

Ces mêmes autorités avaient accusé l'Algérie d'avoir volontairement permis le passage de ces familles, une cinquantaine de personnes au début, vers son territoire. Une accusation fortuite.

Face au drame humanitaire qui se déroulait non loin de leur territoire, les autorités algériennes ont cependant décidé d'agir en acceptant la prise en charge de ces familles. Il y a plus de deux semaines, une délégation parmi laquelle se trouvait des représentants du HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés) et du Croissant-Rouge algérien s'est déplacée à Figuig pensant ramener avec elle les réfugiés. Ces derniers ont été cependant surpris par la décision marocaine de ne pas permettre l'opération sous prétexte qu'elles ignoraient le lieu où se trouvaient les 28 personnes.

Depuis, plus rien. En dépit des appels incessants des organismes de défense des réfugiés et des droits de l'Homme, les familles sont restées bloquées à Figuig. Amnesty International, qui suivait l'affaire de très près, avait alors publié un communiqué relatant les conditions effroyables dans lesquelles se trouvaient les malheureux.

Parmi ces réfugiés, certains avaient pu joindre la presse algérienne pour relater le cal-



Mohamed VI met fin à la situation dramatique des Syriens.

vaire dans lequel ils se trouvaient. L'un d'entre eux, Abou Zoheir, avait livré un témoignage poignant au *Soir d'Algérie*. Il relatait notamment les sanctions sévères prises à l'encontre de ce groupe «car une vingtaine de réfugiés avaient réussi à s'échapper de Figuig». Onze enfants, deux femmes et des hommes d'un certain âge sont restés sur les lieux.

Encerclés par des soldats de l'armée marocaine, ils ont été privés de toute aide humanitaire que leur fournissait jusque-là la population de la ville de Figuig. Livrés à leur sort dans un terrain désertique où pullulent les scorpions, ces Syriens se sont retrouvés contraints de s'abreuver au cours d'eau salé qui traverse Figuig.

Chaque jour, Abou Zoheir et ses compagnons adressaient à la presse algérienne des messages où ils suppliaient les organismes des droits de l'Homme d'agir au plus vite afin que leur parviennent des vivres et de l'eau potable.

Lundi au soir, ces derniers avaient lancé un ultime SOS informant l'opinion que parmi les onze enfants, six souffraient de fortes fièvres et de douleurs abdominales dues à l'absorption d'eau salée et saumâtre. L'appel est resté vain. Les pressions exercées par les organismes internationaux ainsi que la pétition remise à Macron lors de son récent déplacement au Maroc égale-

ment. Que s'est-il passé pour que le roi change soudainement d'avis ? Selon les informations en notre possession, tout a, en réalité, commencé ce lundi, lorsqu'un avocat américain de renom a décidé de prendre l'affaire de ces réfugiés en charge. Inquiété par la dégradation de l'état de santé des six enfants, dont une petite de deux ans, il alerte les Nations-Unies. Un rapport détaillé et appuyé par des photos est remis à la section concernée.

Parallèlement, il joint le CICR (Croix-Rouge internationale), à Genève, et leur décrit la situation avec force détails. Cette dernière charge ses représentations à Alger et au Maroc de faire le nécessaire pour qu'une aide parvienne aux concernés dans les heures qui suivent. Les organismes basés à Alger rappellent que les réfugiés se trouvent sur le territoire marocain et qu'il leur est, par conséquent, impossible d'agir directement.

Au Maroc, les défenseurs des droits de l'Homme ayant signé la pétition transmise à Macron profitent de l'occasion pour relancer l'affaire. Le CICR alerte les autorités en précisant que les enfants pris de fièvre risquent à chaque moment la mort. Mardi, Journée internationale des réfugiés, le roi décide de céder. Figuig s'est enfin vidée des damnés qui l'occupaient...

A. C.

SAISON ESTIVALE 2017

Nouvelles mesures de facilitation
adoptées par la douane

Dans le souci d'une amélioration constante de la qualité d'accueil et de traitement des voyageurs, et en particulier les membres de la communauté algérienne résidente à l'étranger dont la priorité leur a été donnée à l'occasion de l'avènement de la saison estivale 2017, une batterie de mesures de facilitations a été adoptée et mise en œuvre cette année par la direction générale des douanes.

Ces nouvelles mesures consistent particulièrement en la mise en œuvre du procédé de titre de passage en douane électronique (E-TPD) qui permet aux voyageurs de saisir les informations du TPD à partir du site web de la douane algérienne (www.douane.gov.dz) et ce, pour réduire

au maximum, les délais de passage en douane au niveau des postes frontaliers terrestres et maritimes; la mise à la disposition des personnes handicapées et aux besoins spécifiques, un couloir vert est spécialement dédié à cette catégorie de voyageurs; veiller à une parfaite coordination avec les services de la police des frontières à travers l'obligation d'effectuer des aménagements communs de couloirs verts destinés exclusivement aux personnes handicapées et aux besoins spécifiques au niveau des postes frontaliers terrestres, maritimes et aéroportuaires; assurer une information et une orientation des voyageurs en utilisant les supports publicitaires, brochures et dépliants à bord des car-ferries qui sont installés et mis à la disposition des voyageurs dans les bureaux réservés aux brigades navigantes des douanes.

Il est prévu également une vulgarisation et une mise à disposition de tous les

contacts de la direction générale des douanes et des directions régionales concernées par notamment le numéro vert 10.23 et la boîte électronique de la DGD (dinf.douane.gov.dz).

En outre, la direction générale des douanes prévoit la reconduction de l'application des mesures prises lors de la saison estivale précédente notamment la prise en charge de la délivrance des titres de passage en douane à bord des car-ferries par les brigades navigantes; la possibilité de télécharger la déclaration de devises via le site web de la douane et la poursuite du dispositif du couloir vert pour les personnes âgées, malades et familles.

Enfin, assurer une coordination étroite avec tous les intervenants dans le processus de facilitation du traitement des voyageurs (police aux frontières, entreprises de gestion portuaires et aéroportuaires et les collectivités locales...).

A. Bouacha